

Appel d'offres ouvert

(passé en application des articles, L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

**Accord-cadre portant sur la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant
organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires d'AgroParisTech
(SCAV)**

LOT N° 1 A 3 : LOCATION DE SALLES DE CONCOURS

Marché n° 24CP08

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Sommaire

Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur)	3
Article 2. Objet du marché.....	3
Article 3. Structuration de l'accord-cadre	3
3.1 Allotissement	3
3.2 Forme du marché.....	3
Article 4. Pièces constitutives du marché	3
Article 5. Durée de validité du marché et début d'exécution de l'accord-cadre	4
Article 6. Date de fin de l'exécution.....	4
Article 7. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen	4
7.1 Détermination des prix	4
7.2 Contenu des prix et prix de règlement.....	4
7.4 Révision des prix	5
7.7 Clause de sauvegarde	5
7.8 Clause de réexamen	5
7.9 Prestations similaires	5
Article 8. Normes.....	6
Article 9. Considération environnementale	6
Article 10. Conditions d'exécution des prestations	6
10.1 Location de salles	6
10.2 Augmentation des prestations	7
10.3 Changement des prestations en raison d'une réforme du concours d'accès	7
10.4 Prestations de surveillance	7
10.5 Aide technique.....	7
Article 11. Vérification et contrôle des prestations.....	7
Article 12. Cautionnement.....	8
Article 13. Suivi administratif du marché.....	8
Article 14. Confidentialité	8
Article 15. Exécution financière du marché	9
15.1 Avance	9
15.1.1 Montant de l'avance	9
15.1.2 Versement de l'avance	9
15.1.3 Remboursement de l'avance.....	9
15.2 Présentation des factures	10
15.3 Règlement des sommes dues	10
Article 16. Pénalités.....	10
16.1 Non-respect réglementaire des locaux et des mesures de sécurités et d'hygiène.....	11
Article 17. Circonstances exceptionnelles	12
17.1 Force majeure	12

17.2 Imprévision	12
Article 18. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	12
Article 19. Responsabilités et assurances	13
Article 20. Différends entre les parties	13
Article 21. Résiliation.....	13
Article 23. Dérogations au CCAG - FCS.....	14

Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur)

L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AgroParisTech)

Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel

dont le siège est situé au 22 Place de l'Agronomie – 91120 Palaiseau
représenté par Laurent Buisson agissant en qualité de Directeur général.

Article 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet un ensemble de prestations liées à la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires d'AgroParisTech (SCAV).

Les caractéristiques souhaitées pour la prestation en objet du marché sont indiquées dans le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP).

Article 3. Structuration de l'accord-cadre

3.1 Allotissement

La présente consultation est décomposée comme suit :

Le lot n° 1 : Location de salles pour les épreuves écrites du concours d'entrée aux grandes Ecoles du Vivant ;

Le lot n° 2 : Location de salles pour les épreuves orales avec un temps de préparation informatique du concours d'entrée aux grandes Ecoles du Vivant ;

Le lot n° 3 : Location de salles pour les épreuves expérimentales du concours aux grandes Ecoles du Vivant ;

Le lot n° 4 : Solution de dématérialisation et de numérisation des copies du concours d'entrée aux grandes Ecoles du Vivant et pour le suivi et l'évaluation des étudiants des classes passerelles ;

Le lot n° 5 : Fourniture, impression et livraison de copies, de documents en couleurs et d'enveloppes de sujet sécurisées pour le concours aux grandes Ecoles du Vivant ;

3.2 Forme du marché

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bon de commandes, en application des articles R.2162-1 à R.2162-13 à 14 du Code de la commande publique dont le montant maximum annuel est pour le lot n°1 est de 200 000€ H.T, pour le lot n°2 est de 180 000€ H.T et pour le lot n°3 est de 120 000 € H.T.

Sur la durée totale d'exécution, le montant maximum est fixé à 630 000€ HT pour le lot n°1, 600 000€ HT pour le lot n°2 et 390 000€ pour le lot n°3.

Article 4. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du ou des marchés sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) signé des deux parties ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. L'offre financière du Titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;

5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. Le mémoire technique, le cadre technique de réponse et la documentation technique du Titulaire dont seul l'exemplaire conservé par AgroParisTech fait foi ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Est réputée non écrite toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les clauses des autres pièces du marché. Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Article 5. Durée de validité du marché et début d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an ferme à compter de sa notification. Le marché est reconduit tacitement 2 fois pour une durée de douze (12) mois sans que sa durée ne puisse dépasser trente-six (36) mois. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur devra informer le titulaire dans un délai de 2 mois au moins avant la fin de l'annuité en cours.

A titre indicatif, la notification est prévue courant décembre 2024.

Article 6. Date de fin de l'exécution

L'accord-cadre prend fin à l'issue d'une durée de trois (3) ans soit trente-six (36) mois à compter de sa notification.

Article 7. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen

7.1 Détermination des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires, selon les prix reportés au Bordereau des Prix Unitaires et suivant les rubriques suivantes :

- Location immobilière et mobilier ;
- Surveillance ;
- Mise à disposition de matériels informatiques ;
- Prestations annexes.

Le prix des prestations est fixé hors TVA. Il comprend toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires

N.B : Le candidat ne devra, en aucun cas, facturer les journées destinées à l'aménagement des locaux, au montage et au démontage du matériel, ainsi que les opérations de vérifications prévues au CCTP.

7.2 Contenu des prix et prix de règlement

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il comprend également les frais de déplacement, d'hébergement et tous les autres frais des personnels du titulaire pour l'exécution des prestations.

La TVA applicable est celle en vigueur à la date du fait générateur.

7.4 Révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé mois « Mo ». Ils sont exprimés en euros HT et à deux décimales.

Les prix seront fermes pendant la première année d'exécution et pourront faire l'objet d'une révision à la date anniversaire de notification du marché.

Formule :

$$P_n = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (I_0 / I_n))$$

P₀ : tarif de base indiqué dans le bordereau de prix de l'offre

I₀ : valeur de l'indice INSEE pertinent en lien avec l'objet du marché du mois M₀

I_n : valeur de l'indice INSEE pertinent au regard de l'objet du marché au moment de la date anniversaire du marché (si la demande a été effectuée par le Titulaire du marché selon les modalités du marché).

L'indice INSEE pertinent est Service de location et exploitation de biens immobiliers résidentiels propres ou loués – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766578

A chaque révision de prix, la facture du premier mois révisé devra indiquer le pourcentage de révision appliqué par rapport au prix initial.

La révision se fait à la hausse, comme à la baisse.

La demande de révision de prix est à l'initiative du titulaire du marché. AgroParisTech valide ensuite cette dernière si elle respecte les conditions décrites ci-dessus.

Le titulaire s'engage à fournir le détail de ses nouveaux tarifs au SCAV ainsi qu'à la Direction des Affaires Financière et des Achats.

7.7 Clause de sauvegarde

AgroParisTech se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché lors d'un changement de tarif, dès lors que le plafond de la clause butoir est atteint.

La décision de résiliation due à une telle augmentation des prix sera notifiée au titulaire au minimum un (1) mois avant la prise d'effet de cette décision.

7.8 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et figurant au présent CCAP, l'ajout ou la suppression de fournitures et prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

7.9 Prestations similaires

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestation similaire en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

Article 8. Normes

Les normes applicables au marché sont les normes en vigueur mais également les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

En particulier, le titulaire veillera à ce que les locaux soient conformes aux règles d'hygiène et de sécurité applicables aux sites destinés à recevoir du public.

Article 9. Considération environnementale

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papiers. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts durablement (labels FSC, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur.

Article 10. Conditions d'exécution des prestations

10.1 Location de salles

Le S.C.A.V. d'AgroParisTech fait part, dès que possible et au plus tard **SIX** (6) mois avant le début des concours, des dates prévisionnelles ainsi que du nombre estimatif des candidats pour permettre au titulaire d'établir son planning.

Le nombre de salles, leur nature et leur équipement, les dates des épreuves et la durée en nombre de jours sont communiqués chaque année au titulaire à J-90 (estimation) puis à J-15 (chiffres affinés) dès que sont connus les nombres exacts de candidats admissibles (J étant le jour du début des épreuves du concours considéré).

Toutefois, si un examen ou un concours est annulé avant les **TRENTE** (30) jours calendaires précédant la date initialement prévue sur le bon de commande (alors que la commande a été passée), le S.C.A.V. d'AgroParisTech ne s'acquittera pas de la réservation de la ou les salles.

Dans le cas où une partie seulement des prestations serait annulée, le paiement se ferait alors au prorata des prestations réellement exécutées.

Le titulaire du marché s'engage à réaliser les prestations sur un **site unique**. Les salles devant accueillir les candidats devront être par leur nature et leur conception conformes à l'objet de la prestation. Ceci exclut notamment l'utilisation d'hôtels ou de toutes autres structures impropres par leur caractère à accueillir des candidats.

Les salles devront se situer dans une zone définie ci-après, ou conformément aux dispositions des articles 2.3 des CCTP correspondants :

- **Paris intra-muros plus zone 2 de la RATP dans son intégralité, plus zone 3 et la zone 4 de la RATP limitée à la banlieue sud-ouest, sud, sud-est.**
- **Elles ne devront pas se situer à plus d'une heure de transport (tous moyens confondus) d'AgroParisTech**

Cette localisation ne devra pas varier pendant la durée du marché. Un changement de lieu pourra être considéré comme un motif de résiliation pour faute du titulaire du marché.

Si dans un délai maximal de trois (3) mois avant le début de la mise à disposition au S.C.A.V. d'AgroParisTech, le fournisseur ne peut proposer des salles répondant en tout point aux stipulations contractuelles, et ce malgré le respect des délais, le S.C.A.V. d'AgroParisTech est alors en droit de contracter avec un autre fournisseur.

Le titulaire du marché pourra alors se voir imposer de rembourser, ou de prendre directement à sa charge, la différence entre le prix figurant au barème contractuel et celui demandé par le fournisseur remplaçant.

10.2 Augmentation des prestations

En cas d'incertitudes au stade de la réservation sur le nombre de candidats, le S.C.A.V. d'AgroParisTech pourra demander au titulaire de prévoir une augmentation ultérieure du nombre de salles réservées, dans un délai maximum de quinze (15) jours avant le début de la mise à disposition de(s) salle(s).

Cette augmentation fera l'objet d'un devis complémentaire et ne pourra être exécutée qu'après accord du S.C.A.V. d'AgroParisTech par le biais de l'émission d'un bon de commande, qui viendra s'ajouter au bon de commande initial (une seule facture correspondant aux deux bons de commande sera émise par le fournisseur).

10.3 Changement des prestations en raison d'une réforme du concours d'accès

En cas de réforme du concours d'accès aux grandes Ecoles, le S.C.A.V. d'AgroParisTech demandera au titulaire du marché d'adapter les prestations proposées à cette réforme.

Ce changement fera l'objet d'un devis complémentaire et ne pourra être exécutée qu'après accord du S.C.A.V. d'AgroParisTech par le biais de l'émission d'un bon de commande, qui viendra s'ajouter au bon de commande initial (une seule facture correspondant aux bons de commande sera émise par le fournisseur).

10.4 Prestations de surveillance

La prestation de surveillance devra être fournie par le titulaire du marché. Cette prestation fera l'objet de l'émission d'un bon de commande du S.C.A.V. d'AgroParisTech au moment de la réservation des salles.

10.5 Aide technique

Le titulaire du marché mettra à disposition d'AgroParisTech du personnel technique qualifié pour la préparation et la réalisation de certaines manipulations.

Article 11. Vérification et contrôle des prestations

Le titulaire s'engage sur la qualité des prestations, en particulier sur la propreté et le confort des locaux.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS le S.C.A.V. d'AgroParisTech n'avise pas automatiquement le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Le S.C.A.V. d'AgroParisTech se réserve le droit de procéder à la visite des locaux, aux dates à sa convenance, sous réserve que les salles ne soient pas occupées, sans frais supplémentaires à la charge du S.C.A.V.

Le titulaire s'engage à laisser le libre accès au représentant de celui-ci.

Cette visite n'est pas de nature à exonérer la responsabilité du titulaire en cas de mauvaise exécution des prestations.

La personne publique, ayant en charge les opérations de vérification, devra pouvoir accéder aux locaux dans les VINGT (20) heures précédant la date des examens et concours ou le jour ouvrable précédant si les épreuves débutent le lendemain d'un jour férié. A ce titre, il vérifiera si les locaux et le matériel sont bien conformes aux dispositions du CCTP.

Il prendra sur le champ les **mesures d'admission, d'ajournement ou de réfaction.**

En ce qui concerne l'ajournement, le titulaire disposera d'un délai maximal de **HUIT (8)** heures à compter de la décision du responsable ci-dessus désigné pour procéder aux rectifications nécessaires. Passé ce délai, il encourra l'application des dispositions de l'article 7 du présent CCAP.

En cas de décision de réfaction, les dispositions des articles 30.3 du CCAG FCS sont appliquées.

Cette vérification servira de base à la liquidation des sommes dues au titulaire et, le cas échéant, à la fixation du montant des pénalités qui pourront lui être imputées dans les conditions prévues à l'article 7 du présent CCAP.

Article 12. Cautionnement

Le titulaire n'a pas à constituer un cautionnement.

Article 13. Suivi administratif du marché

Les parties s'engagent à se concerter dans un esprit de coopération pour fournir les informations réciproques nécessaires à la bonne exécution du service, à lever les éventuelles ambiguïtés et résoudre sans délai les difficultés qui se présenteraient.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG - FCS, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à AgroParisTech les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son identification bancaire ;
- A son capital social.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Toute notification devant être adressée au terme du présent marché est considérée comme valablement adressée si elle est envoyée au représentant de l'une ou l'autre des parties par e-mail avec accusé de réception.

Article 14. Confidentialité

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention diffusion restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution du présent marché devront être considérés comme strictement confidentiels.

Les personnels du Titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le Titulaire.

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de cinq années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures techniques et humaines nécessaires à cette fin.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des fichiers d'AgroParisTech et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers d'AgroParisTech.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par les membres du groupement et des copies qui auraient pu être faites.

AgroParisTech s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le Titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données d'AgroParisTech.

AgroParisTech accepte que le Titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale d'AgroParisTech et à l'objet général du marché.

Article 15. Exécution financière du marché

15.1 Avance

15.1.1 Montant de l'avance

Il est fait l'application des articles R2391-7 et suivants du CCP.

Si elle exprime le souhait dans l'Acte d'Engagement, l'entreprise titulaire peut bénéficier d'une avance de 30% d'une somme égale à douze mois le montant initial toutes taxes comprises du marché (ou lot) divisé par sa durée exprimée en mois.

Si le titulaire renonce au versement de l'avance, il exprimera son souhait dans l'Acte d'Engagement.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté d'une clause de variation de prix.

15.1.2 Versement de l'avance

En ce qui concerne son versement, celui-ci doit avoir lieu dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

En cas de dépassement du délai de paiement de l'avance, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

Les opérations effectuées par le titulaire d'un marché public qui donneront lieu à un versement d'avances seront constatées par un écrit établi par l'établissement ou vérifié et accepté par lui.

15.1.3 Remboursement de l'avance

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par AgroParisTech.

L'avance versée s'impute sur les sommes dues au Titulaire, selon un rythme et des modalités fixés par le marché public, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde (articles R. 2191-11, R. 2191-12, R. 2191-14 et R. 2191-19 du Code de la commande publique).

Le Titulaire déduira donc lors de sa facture finale, le montant de l'avance versée par AgroParisTech en le faisant figurer sur cette dernière.

15.2 Présentation des factures

Conformément à la loi n° 2019.486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande et du marché.

Dans l'entête de la demande de paiement, les informations à faire figurer sont :

- Le numéro SIRET d'AgroParisTech tel que figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande ;
- Le code service de l'entité à facturer figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro du présent marché tel que communiqué par AgroParisTech et figurant sur le bon de commande.

Les factures doivent en outre comporter :

- La référence du présent marché ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation des prestations commandées ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;

15.3 Règlement des sommes dues

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception de la facture et de l'établissement d'une attestation de service fait par AgroParisTech conformément aux articles L.2192-10 et L.2192-11, et R.2192-10 à R.2192-15 du code de la commande publique.

En cas de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur sera contraint de verser des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, conformément aux articles L.2192-12 à L.2192-14, et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par AgroParisTech en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint à l'acte d'engagement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

Article 16. Pénalités

L'application des pénalités en cas d'inexécution du titulaire est une faculté de l'établissement. Les pénalités sont encourues après simple constatation écrite du manquement par la personne publique et sans mise en demeure préalable.

Par dérogations aux articles 14.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect par le titulaire des dispositions du présent marché. Cependant les pénalités sont plafonnées à 20% maximum de la valeur totale HT du marché. Le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

L'application des pénalités en cas d'inexécution du titulaire est une faculté de l'établissement. Les pénalités sont encourues après simple constatation écrite du manquement par la personne publique et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté à AgroParisTech de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

16.1 Non-respect réglementaire des locaux et des mesures de sécurités et d'hygiène

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG- FCS, en cas de non-conformité de la location des locaux pour les concours avec les prescriptions du CCTP et avec la proposition du candidat qui a été retenue, celui-ci encourt par jour ouvrable de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité s'élevant au montant indiqué ci-dessous jusqu'à ce soit mis en conformité avec les éléments du CCTP et la proposition retenue.

	Retard sur le délai d'exécution Par jours de retard en € H.T.
À PARTIR DE DEUX (2) JOURS DE RETARD	50
À PARTIR DE QUATRE (4) JOURS DE RETARD	100

16.2 Non-respect des délais d'intervention

En cas de manquement aux délais d'intervention ci-dessous exposés, le titulaire s'expose aux pénalités listées suivantes :

	Retard sur le délai d'exécution Par heure de retard en € H.T.
À PARTIR DE DEUX (2) HEURES DE RETARD	50
À PARTIR DE QUATRE (4) HEURES DE RETARD	100

16.3 Non-respect de la description et de l'aménagement des locaux destinés aux épreuves

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecterait la description et l'aménagement des locaux destinés aux épreuves, celui-ci s'expose aux pénalités listées ci-dessous :

	Retard sur le délai d'exécution Par heure de retard en € H.T.
À PARTIR DE DEUX (2) HEURES DE RETARD	50
À PARTIR DE QUATRE (4) HEURES DE RETARD	100

16.4 Non-respect de l'accès des locaux aux candidats

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecterait l'accès des locaux aux candidats, celui-ci s'expose aux pénalités listées ci-dessous :

	Retard sur le délai d'exécution Par heure de retard en € H.T.
À PARTIR DE DEUX (2) HEURES DE RETARD	50
À PARTIR DE QUATRE (4) HEURES DE RETARD	100

Article 17. Circonstances exceptionnelles

17.1 Force majeure

Est assimilé aux cas de force majeure tout fait et événement imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible, c'est-à-dire, une situation dans laquelle le Titulaire et ou l'acheteur se trouvent dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution.

Lorsqu'elle est établie, la force majeure ne pourra donner lieu au paiement de dommages et intérêts et à l'application de pénalités.

17.2 Imprévision

Il est fait application de l'article L6-3° du Code de la commande publique. Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité couvrant les surcoûts liés à l'exécution.

Article 18. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

En application de l'article 45 du CCAG FCS, AgroParisTech fera procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens

mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 19. Responsabilités et assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'AgroParisTech et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et est maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvre notamment :

- Toute faute professionnelle du Titulaire ;
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- Les actes de malveillance.

Sur demande d'AgroParisTech, le Titulaire et les sous-traitants agréés fournissent une attestation d'assurance dans le délai accordé justifiant qu'ils sont couverts pour les cas listés ci-dessus.

Tout défaut de production d'une telle attestation d'assurance est un motif de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

Article 20. Différends entre les parties

En cas de désaccord sur les modalités d'exécution ou d'interprétation du présent marché, les parties se rapprochent en vue de convenir d'un accord avant tout recours contentieux. A défaut, il est fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de contestations relatives à l'application du présent marché, le tribunal administratif de Versailles est seul compétent.

Article 21. Résiliation

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Article 22. Attestations

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'aucune des personnes occupant dans ses établissements l'une des situations visées à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 ne tombe sous le coup de l'interdiction prononcée par ledit article.

Le titulaire déclare, qu'à la signature du marché, il dispose de l'ensemble des agréments et habilitations exigés pour l'ensemble des prestations concernées.

Article 23. Dérogations au CCAG - FCS

Il est dérogé aux articles du CCAG - FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article(s) du CCAP	Article(s) du CCAG - FCS
Article 4	Article 4.1
Article 11	Article 27.3
Article 16	Article 14.1